



Barre à droite toute... ?

*La montée de l'extrême droite
et la situation des étrangers*

2005

INTRODUCTION

Durant l'année 2004, notre association s'était penchée sur la situation des demandeurs d'asile et la question de l'accueil des personnes étrangères dans notre pays.

Début de cette année 2005, notre revue trimestrielle 'Signes des temps' mettait l'accent sur une source importante de violence : l'extrême droite.

Dans une suite logique de ces travaux d'analyse et de prise de position, nous allons ici mettre en évidence le rapport entre la montée de l'extrême droite et les conditions vécues par les réfugiés, demandeurs d'asile et autres étrangers chez nous en Belgique.

Cette réflexion fait également suite à une conférence-débat qui s'est tenue à Charleroi avec l'avocat Philippe Diagre, spécialiste du droit des étrangers, qui nous a éclairés sur le lien entre l'extrême droite et le droit des étrangers. Rappelons qu'à Charleroi, le Front National a obtenu 10% des voix aux dernières élections sans pourtant avoir mené une véritable campagne électorale.

EXTREME DROITE : DEFINITION ET VALEURS

L'extrême droite¹ désigne majoritairement un ensemble de mouvements et de partis politiques qui défendent des valeurs et des idées classées à droite, s'appuyant sur un nationalisme affirmé, un traditionalisme ou des idéologies contre-révolutionnaires ou fascistes, en leur donnant une formulation radicale, notamment dans l'hostilité aux tendances politiques socialistes ou libérales de la société.

Parmi ces mouvements, un grand nombre cultive diverses formes de xénophobie, ou dans d'autres cas, des formes de bellicisme et de racisme, les aspects idéologiques amenant parfois à la réfutation de tout ou partie des valeurs démocratiques considérées corrompues et inadaptées.

Le terme d'extrême droite est très ambigu, car sous ce qualificatif sont usuellement rangés un grand nombre de mouvements, de courants et de partis qui ont relativement peu de choses en commun et qui sont souvent, d'ailleurs, antinomiques, adversaires, voire ennemis.

La définition même de l'extrême droite fait l'objet de débats dans la mesure où de nombreux mouvements et partis usuellement classés dans celle-ci se réfèrent à une définition qui inclut nécessairement la notion de rejet de la démocratie, refusant alors cette qualification à leur égard, jugée péjorative.

¹Définition inspirée de celle proposée par l'encyclopédie Wikipedia : <http://fr.wikipedia.org/>

Il n'existe pas de définition qui fasse l'unanimité, de sorte qu'on retrouve sous cette appellation des partis qui sont partisans de régimes totalitaires ou au contraire parlementaires, ainsi que des mouvements révolutionnaires ou contre-révolutionnaires.

Les partis d'extrême droite européens ont chacun leur propre manière de fonctionner mais les idées qu'ils défendent comportent de nombreuses analogies.

En général, l'extrême droite s'oppose à la démocratie. Elle veut mettre en place un régime autoritaire sans être nécessairement totalitaire. De plus, elle veut une organisation de la société basée sur l'idée que les individus qui la composent sont naturellement inégaux. Au patriotisme, elle oppose un nationalisme intolérant qui limite très fortement la reconnaissance de droits pour les étrangers à la nation. Elle privilégie le droit du sang (transmission de la nationalité réduite aux enfants nés de parents du même pays) par rapport au droit du sol (on reçoit la nationalité par la naissance sur le territoire national et non par ses origines). En Europe en particulier, il existerait en plus une sorte de classification entre les groupes ethniques, la «race blanche» dominante étant évidemment considérée supérieure. Aujourd'hui, la notion de «race biologique» est fortement contestée. Dans le discours de l'extrême droite, elle est de plus en plus souvent remplacée par un racisme culturel qui refuse tout mélange.

D'après Amnesty International, les idées caractérisant les partis d'extrême droite sont les suivantes :

- ▶ Filiation personnelle ou idéologique avec les régimes fascistes et/ou autoritaires. En effet, les mouvements d'extrême droite contemporains entretiennent pour la plupart une filiation plus ou moins nette avec les régimes fascistes et autoritaires qui ont vu le jour en Europe occidentale durant la première moitié du XXème siècle.
- ▶ Une distinction entre l'extrême droite parlementaire et l'extrême droite extra-parlementaire (skinheads, hooligans, etc.). Cette distinction est plus théorique que pratique.
- ▶ Afin de se dédouaner de sa filiation fasciste et totalitaire, l'extrême droite préfère évoquer des régimes «autoritaires» plutôt que «totalitaires», parler de différences «culturelles» plutôt que «raciales».
- ▶ Mutation de l'électorat des partis extrémistes : au début des années 80, l'électorat cible de l'extrême droite s'est étendu au-delà des citoyens en état de «précarité sociale», pour aujourd'hui ratisser plus largement en suscitant la peur des couches plus aisées de la population.

Les partis extrémistes sont généralement :

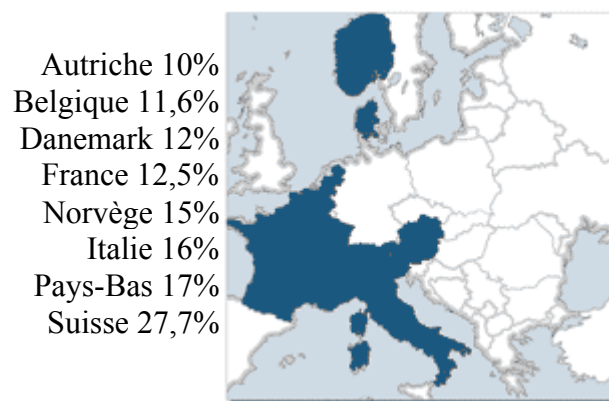
- ▶ racistes et xénophobes : ils prônent le rejet des étrangers et développent un sentiment d'insécurité.
- ▶ utilisent un discours qui véhicule des idées fausses et des slogans très simplistes pour s'adresser aux gens comme par exemple : «Trois millions de chômeurs = trois millions d'immigrés en trop»

- refusent aux travailleurs le droit de manifester ou de faire grève
- sont contre la solidarité entre les gens (les citoyens ne devraient pas bénéficier de la sécurité sociale,...)
- se situent en rupture avec les fondements de la démocratie que sont l'égalité, la démocratie représentative et le rôle redistributeur (même modérément) de l'État.
- défendent une idée rétrograde de la famille où l'homme est le chef de famille, la femme s'occupe du ménage, donne naissance et élève ses enfants. Les membres de la famille n'étant pas réellement considérés comme des êtres humains libres mais comme des individus entièrement au service de l'État et de ses dirigeants.

UNE REELLE MONTEE DE L'EXTREME DROITE

1. En Europe

Score de l'extrême droite aux dernières élections
législatives par pays en Europe ²



Les partis d'extrême droite ont une longue et durable histoire sur l'échiquier politique dans bon nombre de pays européens.

Fondé en 1972, c'est le Front National français qui a souvent servi de modèle organisationnel et idéologique aux autres groupements extrémistes européens.

En Belgique, l'extrême droite a acquis une certaine visibilité avec le Vlaams Blok fondé en 1978 par Karel Dillen. Plus tard, le Front national, actif en Wallonie et à Bruxelles a été fondé en 1985 par Daniel Féret. Autant le Vlaams Blok, devenu Vlaams Belang, a beaucoup évolué structurellement, autant le Front national est devenu marginal. Il

² http://www.extremedroite.be/pdf/Les_chiffres.doc

bénéficie néanmoins de la popularité du FN français pour tenter de percer en Belgique francophone.

En Allemagne, des résultats électoraux contradictoires selon les régions ont été enregistrés ces dernières années. Il existe un potentiel électoral extrémiste dans le pays. Une menace importante réside aujourd'hui dans les activités militantes violentes de groupes de la culture «skinhead».

En Autriche, le Parti de la Liberté de Jorg Haider est entré au gouvernement fédéral en février 2000. Depuis 2002 néanmoins, le parti FPÖ perd de plus en plus pied et de nombreux électeurs mais continue à gouverner le pays avec les chrétiens-conservateurs.

En Suisse, c'est au sein de l'union démocratique du Centre, un parti de coalition gouvernementale que se manifestent les thèmes majeurs de l'extrême droite.

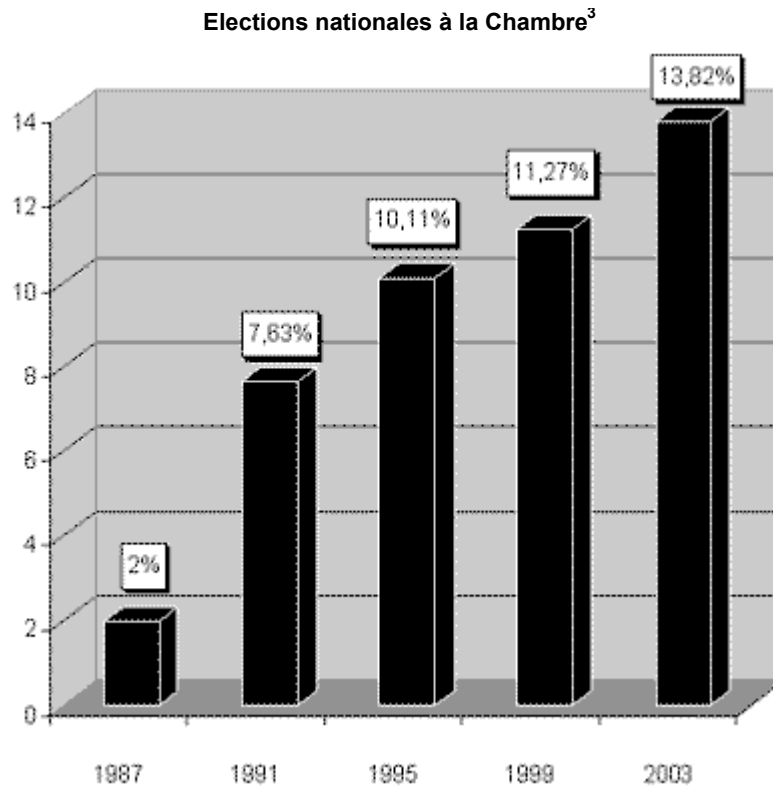
Depuis 1997-98, les formations d'extrême droite scandinaves connaissent un succès grandissant, particulièrement en Norvège et au Danemark.

Aux Pays-Bas, l'extrême droite a créé la surprise en mai 2002 où la liste de Pim Fortuyn de tendance anarcho-capitaliste et xénophobe, a intégré le gouvernement de centre-droit après avoir remporté 17% des voix malgré l'assassinat de son fondateur dix jours plus tôt.

En Italie, l'Alleanza Nazionale, menée par Gianfranco Fini, a rompu officiellement en 1995 avec le fascisme pour devenir un parti conservateur de droite. Participant au cabinet de Berlusconi en 1994 et en 2000, sa pratique gouvernementale nous confirme que ce virage n'était pas que tactique. Fini a condamné le racisme, l'antisémitisme et les lois raciales de 1938. Une prégnance de l'idéologie fasciste perdure cependant dans la base militante.

Au-delà de certaines convergences entre les formations d'extrême droite européennes, telle que son opposition à la démocratie, les divergences entre les programmes des différentes formations semblent encore l'emporter, même s'il existe aujourd'hui un groupe parlementaire européen de l'extrême droite.

2. En Belgique

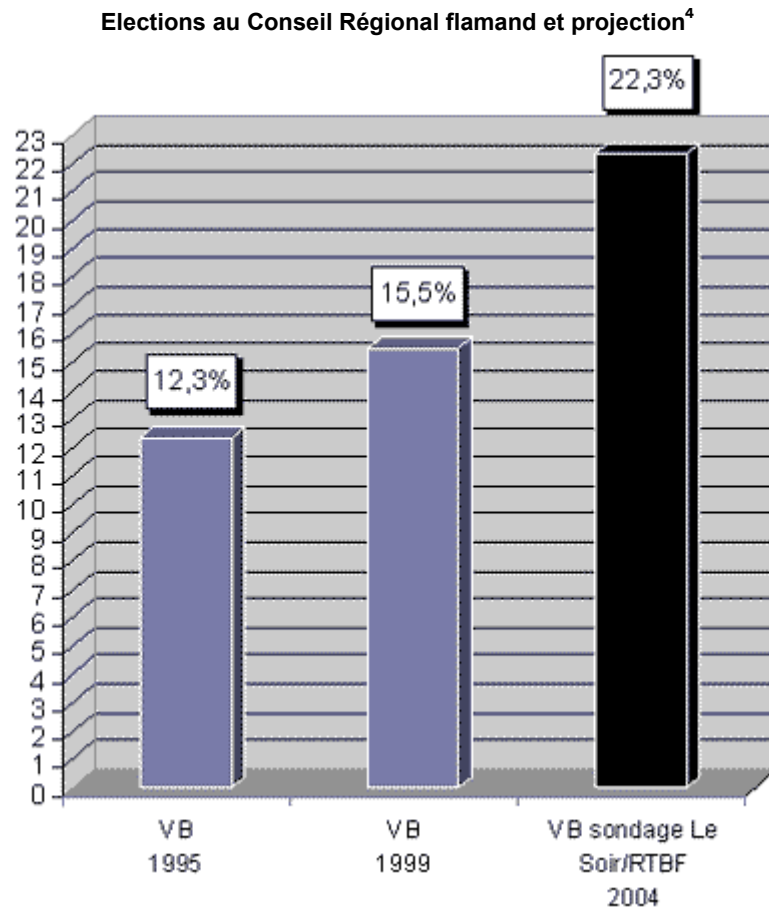


En Belgique, il n'existe pas une formation d'extrême droite mais au moins deux, le Vlaams Belang en Flandres et le Front National en Wallonie constituant deux structures de partis bien distinctes.

Comme Monsieur Diagre l'a fait durant son exposé, nous allons ici partir d'éléments historiques des différents partis pour comprendre l'enracinement de l'extrême droite.

³ http://www.extremedroite.be/pdf/Les_chiffres.doc

Le Vlaams Belang



L'histoire de l'extrême droite en Flandre remonte à 1931, date à laquelle Joris van Severen fonde le Verdinaso (Verbond van Dietsche Nationaal Solidaristen - Ligue flamande Nationale-Solidariste). Il défend les politiques d'Hitler et de Mussolini. Il veut créer un "état thiois" c'est-à-dire composé de la Flandre, les Pays-Bas et la Flandre française.

En 1933, c'est le VNV (Vlaams Nationaal Verbond - Ligue Nationale Flamande) qui est fondé par Staf de Clercq dans le but de créer un état flamand séparé de la Wallonie. Leur slogan est «België barst» - «la Belgique peut crever» qu'on retrouvera plus tard au Vlaams Blok. Les membres du Verdinaso les rejoindront en 1940 à la mort de leur fondateur.

Défendant une même idéologie que le Verdinaso, le VNV lors de la Seconde Guerre mondiale se rapproche du parti nazi et collabore étroitement avec l'occupant allemand. Staf de Clercq, son fondateur, déclarera notamment : "Nous sommes fidèles à Adolf Hitler. Les Flamands sont des germains (...) C'est pourquoi nous serons racistes, anglophobes et anti-Juifs".

⁴ http://www.extremedroite.be/pdf/Les_chiffres.doc

Après la Seconde Guerre mondiale, l'épuration des collaborateurs a sévèrement touché le nationalisme flamand qui fuit dans d'autres pays européens.

Karen Dillen annonce en 1977, la création du VNP (Vlaams Nationale Partij - Parti national flamand) qui fusionne en 1978 avec le VVP (Vlaams Volkspartij - Parti populaire flamand, scission de la VU) pour former un cartel électoral sous le nom de Vlaams Blok et dont Karen Dillen prend la tête suite à l'échec électoral du président du VVP, Lode Claes.

Dès sa création, le Blok va se positionner comme un véritable parti politique mais il va, toutefois, rester minoritaire au sein du mouvement flamand. Il faudra attendre le milieu des années 80 et l'adhésion d'un groupe de jeunes provenant essentiellement du NSV (syndicat étudiant d'extrême droite) pour que Vlaams Blok décolle. En effet, ces jeunes, influencés par le Front national français de Jean-Marie Le Pen, vont faire changer d'orientation le parti vers la Nouvelle Droite. En plus de leur combat pour une Flandre indépendante et l'amnistie totale des ex-collaborateurs, il se positionne de plus en plus comme le parti des anti-immigrés.

En 1991, la classe politique flamande prend sa première gifle : le VB obtient 10,4% des voix en communauté flamande et 18 parlementaires fédéraux. En 1994, le Blok devient le premier parti d'Anvers avec 28% des voix, aux élections municipales, et les élections législatives de 95 confirment ce succès.

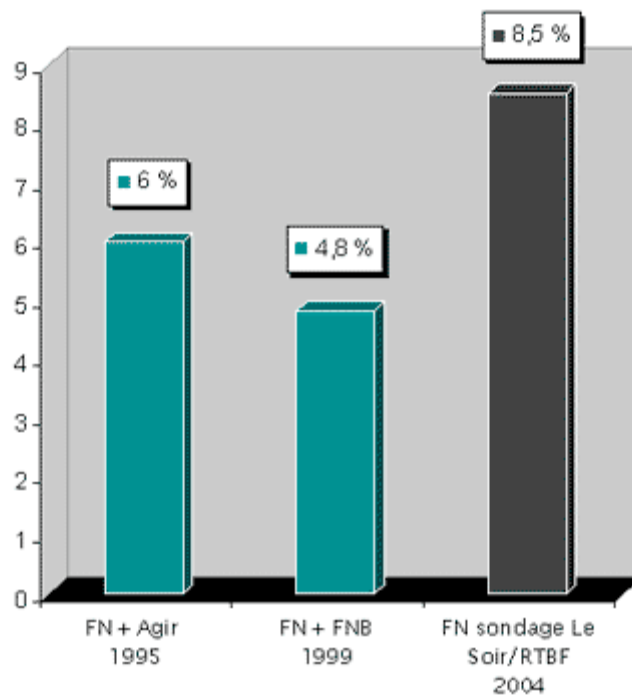
Au printemps 96, alors que le VB multiplie ses activités politiques et confirme sa présence sur le terrain, il lance une campagne de récupération de la fête du travail du 1er mai avec le slogan : "Du travail pour notre peuple d'abord". En octobre 96, il présente la nouvelle version de son programme en 70 points sur l'immigration.

Aux municipales d'octobre 2000, le parti confirme sa présence. Le nombre de conseillers municipaux monte à 461 et 54 candidats du VB sont élus aux conseils provinciaux. De plus, ce parti obtient de gros scores dans différentes communes (Anvers : 33%, Malines : 26%, Schoten : 25%, Gand : 20%, Renaix : 20%).

En 2003, le VB obtient 17.9% en Flandres et 30.5% à Anvers.

Le Front National

Elections au Conseil Régional wallon et projection⁵



Un des plus importants mouvements d'extrême droite d'avant-guerre en Belgique francophone est «Rex» créé par Léon Degrelle. Au départ simple maison d'édition catholique, celle-ci va se transformer en parti politique puis en mouvement collaborationniste durant la Seconde Guerre mondiale.

Le 17 janvier 1943, Léon Degrelle déclare qu'il est pour le rattachement de la Wallonie au III^e Reich nazi et que les Wallons sont des germains. L'objectif de ce discours est opportuniste : il veut plaire aux nazis pour qu'ils lui donnent plus de pouvoir politique en Belgique.

Vers la fin de la guerre, le régime nazi se durcit. Rex en fait de même. Il copie le seul mouvement qu'il considère comme révolutionnaire : la SS. Le parti rexiste devient une sorte d'organisation paramilitaire.

En 1946, les principaux dirigeants rexistes sont jugés à l'exception de Léon Degrelle qui s'est réfugié en Espagne. Jusqu'à sa mort, en mars 1994, il ne reniera jamais son engagement nazi et deviendra la référence, en tant qu'ancien SS, de l'extrême droite européenne .

Après la guerre, il est impossible pour un parti de se revendiquer de l'idéologie nazie ou même de se revendiquer de l'héritage d'un parti collaborationniste (VNV ou Rex). Par

⁵ http://www.extremedroite.be/pdf/Les_chiffres.doc

contre, certaines dissidences des partis d'extrême droite d'avant-guerre ou des partis d'extrême droite qui n'ont pas collaboré avec l'occupant reprennent leurs activités politiques.

De "vrais" partis d'extrême droite n'apparaissent qu'après 1960. Ils sont divers et vont beaucoup évoluer jusque dans les années 80'.

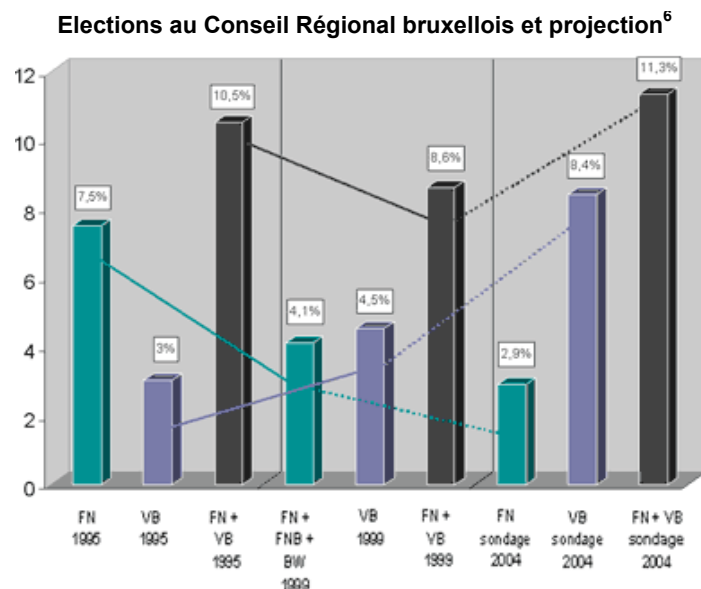
C'est dans l'UND (Union pour une Nouvelle Démocratie) dont Daniel Féret est le président, créé en 1983, que se retrouvent les futurs dirigeants du Front National dont la création a été suscitée par Jean-Marie Le Pen. Une fois exclu de l'UND avec quelques autres personnes, Daniel Féret crée le Front National qui a les mêmes objectifs que son homonyme français. Tout dans le FN wallon est centré sur la personnalité de Féret, ce qui entraîne des inimitiés et rivalités au sein du parti.

L'extrême droite francophone n'a jamais réussi à s'implanter durablement dans le paysage politique belge francophone. Profitant de la dégradation du climat politique et du succès de ses voisins européens (FN en France et Vlaams Belang en Flandres), elle a obtenu quelques bons résultats au milieu des années 90. Elle n'a cependant jamais pu confirmer ces succès. Principalement car ces partis sont peu crédibles et peu représentatifs de la population.

En 2003, le FN obtient néanmoins des scores importants sans pourtant de réelle campagne ou programme valable.

Face à son manque de crédibilité, on pourrait bientôt assister à la création d'un nouveau parti. Certains anciens députés de partis francophones travaillent aujourd'hui à la restructuration et à la ré-organisation du parti dans le cadre d'une nouvelle asbl.

Et à Bruxelles



⁶ http://www.extremedroite.be/pdf/Les_chiffres.doc

FACTEURS EXPLICATIFS

Dans une note du CDH, Frédéric Nollet⁷ met en évidence cinq facteurs explicatifs à la montée durable des formations politiques d'extrême droite dans certains pays d'Europe.

1. La crise de la représentation

Dans certains pays d'Europe, les partis traditionnels souffrent d'une crise de la représentativité, les partis ne représentant plus les intérêts des populations.

2. La mondialisation et l'avènement de sociétés multiculturelles

Le processus de mondialisation économique et le passage de sociétés culturellement homogènes à des sociétés ouvertes et multiculturelles génèrent des tensions d'adaptation, des refus, que l'extrême droite instrumentalise en faisant de l'étranger ou de l'immigré le bouc émissaire des situations économiques et sociales difficiles.

3. La tentation populiste ou la révolte des satisfaits

C'est l'idée selon laquelle ce sont les personnes bien nanties et non celles les plus touchées par la pauvreté qui, insécurisés à l'idée de perdre leurs acquis, voteraient pour l'extrême droite.

4. Le développement des valeurs post-matérialistes

L'accroissement de la satisfaction des besoins matériels aurait tendance à déplacer aujourd'hui les objets de valeurs vers des biens moins matériels. Les besoins de la population évoluent des besoins primaires (se nourrir, se vêtir, rechercher la sécurité...) vers des valeurs qui ont plus trait à la qualité de vie, la participation aux décisions, à l'environnement, à la liberté d'expression... Ainsi, l'émergence de ces valeurs s'accompagne d'une baisse de la participation politique, surtout dans les couches jeunes de la population, au profit de formes d'expression politique plus directes et protestataires.

5. Une mobilisation insuffisante contre l'extrême droite

Les Etats ne seraient pas suffisamment répressifs vis-à-vis de l'extrême droite ou du moins ses expressions.

⁷ <http://www.lecdh.be/notes/p75.htm>

L'EXTREME DROITE FACE AUX ETRANGERS

Tout le discours de l'extrême droite contemporaine repose sur la haine et le rejet des étrangers ou des immigrés. L'objectif est simple, il s'agit de rendre responsable ces derniers de tous les problèmes de la société : chômage, insécurité, crise économique, etc. De cette manière, les leaders d'extrême droite en Europe justifient la nécessité d'expulser tous les individus qui ne sont pas des "nationaux de souche" ou dans une certaine mesure des "Européens de souche" (droit du sang).

Les préjugés portés par l'extrême droite concernant les étrangers sont loin de correspondre à la réalité.

La Belgique est envahie par les étrangers

Les dernières données statistiques belges, au 01/01/2002, comptent environ 10 300 000 habitants parmi lesquels 846 734 non belges, soient seulement 9 personnes sur 100 habitants. Sur ces 9 personnes «non-belges», 3 sont hors Union européenne et 6 sont des ressortissants de l'Union. Comment dès lors expliquer que l'extrême droite mobilise tant d'électeurs à partir de moins de 3% d'étrangers en Belgique? Comment à partir de ces chiffres, l'extrême droite a-t-elle pu fonder le principal motif de ses campagnes électorales?

Nombre d'étrangers en Belgique en 2000, par régions						
	Population totale	Etrangers Union Européenne		Etrangers hors Union Européenne		Total étrangers
Belgique	10.239.085	563.556 = 5,5 %		333.554 = 3,3 %		897.110 = 8,8 %
Flandre	5.940.251	164.569 = 2,8 %		129.081 = 2,2 %		293.650 = 5 %
Wallonie	3.410.347	270.228 = 8 %		71.813 = 2 %		342.041 = 10 %
Bruxelles	959.318	140.356 = 15 %		133.257 = 14 %		273.613 = 29 %
Source : Institut National de Statistiques (2000)						

Notons que depuis 2000, le nombre d'étrangers a diminué. En effet, en 2004, l'institut national des statistiques estime à 860 287 le nombre d'étrangers en Belgique.

CONCLUSION

Cette analyse autour du thème de l'extrême droite en Belgique et en Europe permet de mettre en évidence qu'il y a une réelle montée de ces formations extrémistes et dangereuses.

On ne peut néanmoins pas affirmer qu'il existe aujourd'hui un lien entre l'extrême droite et la présence des étrangers mais plutôt une utilisation du thème pour désigner l'étranger comme bouc émissaire de toutes les difficultés□

C'est sans doute une des tâches importantes de la démocratie belge et européenne de démontrer, par l'exposé objectif des faits, que ce ne sont pas les immigrés qui posent le plus de problèmes aux Etats mais plutôt la faiblesse générale des organisations politiques et une certaine perte de confiance dans les vertus de la démocratie.

Le déficit démocratique observé dans de grands pays comme la Russie, la Chine ou même les Etats-Unis n'est évidemment pas étranger à cette dangereuse crise de confiance que l'on constate dans de nombreux pays européens.

La société civile doit tenter de redonner confiance aux hommes et femmes politiques afin qu'ils exercent leurs missions de manière courageuse sous le contrôle des institutions démocratiques, y compris la presse et l'opinion publique, et si possible avec les encouragements des organisations et/ou associations relais de la démocratie.

Elire des parlementaires n'épuise pas aujourd'hui les responsabilités des citoyens éclairés soucieux du bien commun.

SOURCES

Conférence «Barre à droite toute...□» avec Philippe Diagre, le 18/04/2005 à Charleroi.

Institut national des statistiques

<http://statbel.fgov.be>

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège & Les Territoires de la Mémoire

http://www.extremedroite.be/prennent_travail.php

Nollet F., L'extrême droite en Europe et en Belgique□ état des lieux et stratégies, 2000.

<http://www.lecdh.be/notes/p75.htm>

Amnesty International Belgique francophone

http://www.amnestyinternational.be/doc/article.php3?id_article=6234

<http://fr.wikipedia.org>

Editeur responsable ☐

Anne-Sophie Poncelet
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, Asbl
Rue Maurice Liétart 31/1
B-1150 Bruxelles – Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 04
Fax +32 (0) 2 738 08 00
E-mail ☐ info@paxchristiwb.be

Publié avec le soutien du Service de l'Éducation permanente de la Communauté française